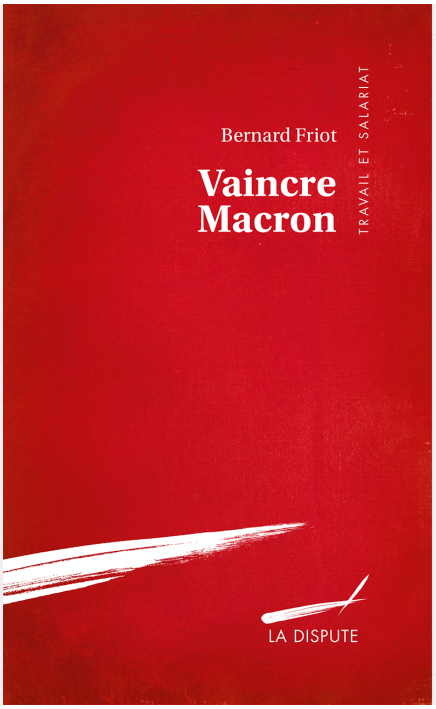
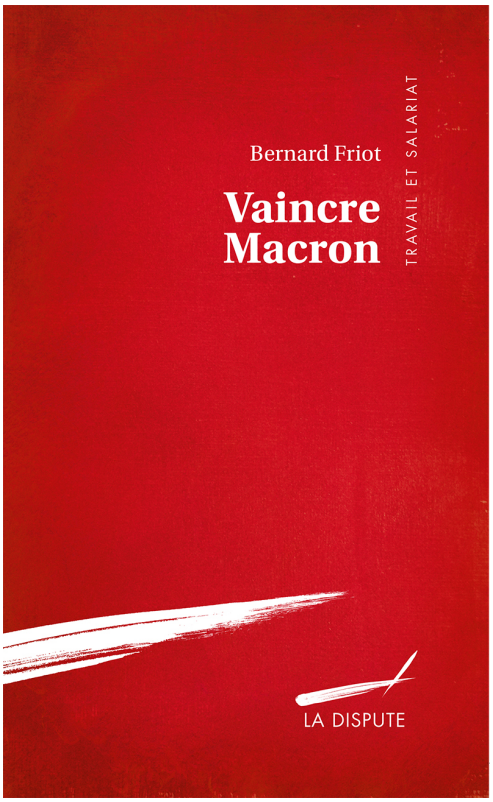
Vaincre Macron : une invitation à repenser nos revendications



Dans son dernier livre, Bernard Friot nous invite à une déconstruction de la manière de penser le travail pour se réapproprier ce que la classe dirigeante tient à conserver : au-delà de la richesse, la maîtrise du travail et de ce qu'il produit en termes d'émancipation.



Les travaux de Bernard Friot sur l'importance politique de la cotisation sociale et du salaire à vie qu'elle rend possible ont connu un premier moment de popularisation lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2010, alors que l'auteur venait de publier *L'Enjeu des retraites*[1] aux éditions La Dispute. Dans les années qui suivirent, il publiait *L'Enjeu du salaire*[2], puis une réédition de *Puissances du salariat*[3], et enfin *Emanciper le travail. Entretiens avec Patrick Zech*[4], dans lesquels il précisait sa pensée. Au cours du mouvement contre la loi travail 1 au printemps 2016, alors que de nombreuses assemblées telles que les « Nuit debout » débattaient du travail et des ressources des personnes, sa théorie du salaire à vie fut souvent mise en contradiction avec celle du revenu universel : ces propositions apparaissent en effet diamétralement opposées, aussi bien économiquement que politiquement. Dans *Vaincre Macron*[5], Bernard Friot revient sur le salaire à vie et à la qualification comme institution alternative au capitalisme, accompagnée de deux autres : la subvention de l'investissement, et la copropriété d'usage de l'outil de production. La force de sa théorie est d'inscrire ces moyens de dépasser le capitalisme non pas dans l'utopie d'un grand soir, mais dans le prolongement d'institutions qui existent déjà, puisqu'elles ont été inventées et imposées par les luttes des travailleurs organisés au XXème siècle. C'est aujourd'hui ce chemin politique d'émancipation qu'il nous invite à retrouver, et à prolonger.

Des revendications à repenser

L'auteur rend ici compte de l'échec des mobilisations en affirmant que, depuis 30 ans, les revendications mises en avant par les opposants aux réformes ne sont pas les bonnes. Il conteste par exemple que le projet de revenu universel porté par Benoît Hamon pendant la campagne présidentielle puisse être une alternative au capitalisme. En effet, en accordant un « droit à ressources » aux personnes, financé par l'impôt, on fait dépendre la subsistance des gens de la solidarité capitaliste : le revenu universel ne fonde en rien le droit des personnes à maîtriser la production ; bien au contraire, il conçoit ses bénéficiaires comme des êtres de besoin auxquels on attribue alors un « pouvoir d'achat », et vise à les maintenir dans l'impuissance économique en niant leur statut de producteurs de valeur. Pourtant, « ce qui vaut, ce qui est « travail » dans l'activité est une convention décidée par les rapports sociaux » nous rappelle Bernard Friot, et s'appuie sur les institutions qui permettent – ou non – cette reconnaissance. N'importe quelle activité peut être ou ne pas être validée socialement comme travail. Et ce qui valide, ce n'est rien moins que la lutte des classes »[6].

Ce qui échoue aujourd'hui, c'est l'impuissance du salariat à se penser comme classe mobilisée porteuse d'un projet alternatif au capitalisme. Du coup, nous dit Bernard Friot, se pensant comme un dominé, il joue à côté du terrain de l'affrontement en cantonnant ses revendications à une meilleure répartition de la valeur. Mais « le terrain n'est pas l'argent, c'est le travail, ce n'est pas la répartition de la richesse, c'est sa production, rappelle Bernard Friot. La classe dirigeante ne tire sa puissance que de la maîtrise du travail, et son obsession est de garder cette maîtrise : décider ce qui constitue du travail dans le champ immense des activités, décider des postes de travail, de leur localisation, de leur objet, de leurs titulaires et de leur rémunération. Sans cette maîtrise, la capacité de la classe dirigeante de ponctionner le profit est nulle. Il n'y a pas de puissance sur l'argent sans puissance sur le travail » (p. 19).

La puissance révolutionnaire du salariat

En nous proposant une relecture de l'histoire des luttes salariales du XXème siècle pour mettre l'accent sur la portée révolutionnaire des institutions qu'elles ont imposées (le régime général de sécurité sociale et le contrat de travail associé au salaire), le premier chapitre du livre restitue au salariat sa puissance révolutionnaire, c'est-à-dire sa capacité à inventer et imposer des institutions capables de sortir de la pratique capitaliste de la valeur. Et tandis que le second chapitre détaille l'ensemble des réformes bourgeoises qui tentent de détruire ces institutions – dans la lignée desquelles les réformes d'Emmanuel Macron, de la loi travail 2 au basculement des cotisations sociales sur la CSG, s'inscrivent pleinement. Le troisième chapitre nous invite à les prolonger vers la sortie du capitalisme. Bernard Friot nous sort alors du désespoir de l'attente du « grand soir », puisque la redécouverte du sens populaire de l'histoire montre que la révolution a déjà commencé, il y a bien longtemps, et qu'il suffit de la prolonger.

Des propositions émancipatrices

Les propositions de Bernard Friot apparaissent à la fois simples, puisqu'elles découlent d'une généralisation d'institutions déjà existantes, techniquement et économiquement possibles, politiquement émancipatrices, et écologiquement et anthropologiquement urgentes. Ayant battu tous les sentiers depuis 20 ans à l'écoute de ses lecteurs et contradicteurs, l'auteur répond à de nombreuses questions et objections qui ont pu lui être faites dans les débats : oui, on peut se passer du crédit et de la propriété lucrative pour organiser efficacement la production ; oui, nous pouvons accueillir tous les travailleurs qui désirent venir en Europe sans craindre de voir monter un chômage mortifère ; oui, nous pouvons étendre à l'infini le champ du travail et des activités utiles socialement et écologiquement, et voir régresser celles qui détruisent le lien social et l'environnement ; oui, la monnaie et un marché sont compatibles, voire nécessaires, à cette pratique communiste de la valeur ; oui les individus peuvent conserver la souveraineté sur l'usage de leur outil de travail dans un tel système qui n'est donc pas porteur de menaces totalitaires ; non la généralisation du salaire à vie n'est pas la société de l'irresponsabilité et de l'oisiveté de tous, mais au contraire la société d'une citoyenneté enfin complète ; oui, les parcours de chacun, les projets de vie peuvent trouver là les voies d'une émancipation. Oui, il est possible de construire des institutions à la fois efficaces économiquement, c'est-à-dire capables d'organiser la production pour satisfaire nos besoins, ET politiquement, c'est-à-dire capables d'être émancipatrices pour chacun. Et ce n'est pas tant un programme pour le futur qui se dessine là qu'une invitation à comprendre ce qui, dans l'existant, porte ces germes d'émancipation. La force de Bernard Friot est d'être capable d'en proposer un prolongement possible et cohérent.

Bien sûr, l'œuvre de l'auteur, ni ce livre en particulier, ne proposent de solution clé en main à tous les problèmes. Il demeure par exemple une question centrale peu développée concernant le statut juridique des institutions qu'il décrit : sont-elles publiques, communes, collectives ? Cette question demeure en travail dans sa pensée, et ne trouve, ici encore, pas de réponse précise. Autre question centrale pour les militants, organisationnelle cette fois : comment s'y prendre pour travailler ces idées, mobiliser autour d'elles, et les imposer dans la lutte des classes ? Quelle stratégie politique en somme ? Bernard Friot propose ici des contenus de revendication, pas des méthodes pour les voir aboutir. Charge alors aux citoyens de se saisir de ces propositions revendicatives, d'en débattre, et de les agir. C'est d'ailleurs à cette prise en main collective de notre destin que nous appelle l'auteur.

* *
*

Les éditions La Dispute ont autorisé Silo à publier l'introduction du livre de Bernard Friot, Vaincre Macron (2017, 136 p.). L'ouvrage sera disponible en exclusivité au stand des éditions La Dispute à la fête de l'Humanité 2017 (Village du livre, Halle Léo Ferré) et disponible en librairie à partir du 5 octobre 2017. Pour que vive le livre et

l'édition indépendante, merci d'acheter vos livres chez un libraire de quartier (qui peut commander l'ouvrage s'il n'est pas disponible dans ses rayons).



Pour vaincre Macron, il faut prendre la mesure de son entreprise. Et pour cela, commencer par le commencement: le printemps des peuples tel qu'il jaillit au lendemain de la seconde guerre mondiale, comme en témoignent des documentaires comme *La Sociale*1 ou *L'esprit de 45*2, et la réponse que lui oppose dès le début des années 1950 la construction de ce qui deviendra l'Union européenne. L'énergie que va déployer la classe dirigeante dans la constitution de cette dernière ne peut se comprendre que si l'on se libère de la lecture soporifique de la Libération qui en fait un moment de circonstances exceptionnelles ayant permis un meilleur partage des richesses entre le capital et le travail au bénéfice des travailleurs. Je montrerai qu'au contraire les lendemains de la seconde guerre mondiale sont une période révolutionnaire, c'est-à-dire un moment où le mode de production est mis en cause : ce qui se joue, ce n'est pas la répartition de ce qui est produit, mais la production elle-même et ses deux institutions essentielles, le régime de propriété de l'outil de travail et le statut du producteur. Le marché commun, puis l'Union européenne, vont être mis en place pour restaurer le mode de production capitaliste que les institutions révolutionnaires, créées après 1945, ont subverti.

Tant que l'on ne prend pas la mesure de cette subversion, soigneusement niée dans l'histoire officielle, on ne comprend pas la «réforme» que vont impulser les gouvernements réunis dans l'Union, en s'appuyant les uns sur les autres, à partir de l'Acte unique mis en musique par Jacques Delors, dans les années 1980. La partition française de la chose a été pour l'essentiel écrite par Philippe Seguin et Michel Rocard, entre 1986 et 1991. Les gouvernements qui leur succéderont vont l'interpréter instrument par instrument, avec une grande application et constance, mais avec une médiocre ampleur de vue, liée aux escarmouches de l'alternance droite/gauche, que leur reprocheront le MEDEF et la CFDT.

Aujourd'hui, avec la présidence d'Emmanuel Macron, la classe dirigeante se débarrasse des pesanteurs de l'alternance, l'esprit du couple Seguin-Rocard est à nouveau à l'œuvre avec le caractère systématique de la réforme et son inscription dans les clous imposés par l'Union européenne. Le MEDEF et la CFDT applaudissent avec la retenue qui sied au partage des rôles entre les instances de l'économique et celles du politique.

À quoi s'attaque la réforme? C'est l'objet du premier chapitre. Il est consacré au récit des prémices d'une institution communiste du travail telle que l'initient, en 1946, le parti communiste et les militants de la CGT emmenés pour l'essentiel par les anciens de la CGT- Unitaire. « Communiste » – et c'est ainsi qu'on entend ce terme dans cet ouvrage – parce qu'elle est le chemin de sortie du capitalisme: le communisme ne se définit pas autrement qu'empiriquement, par les institutions d'une autre pratique de la valeur économique que l'action des travailleurs organisés parvient à imposer. Contre les institutions capitalistes de la valeur que sont la propriété lucrative, le financement de l'investissement à crédit, la rémunération des travailleurs au prix de leur force de travail, les militants construisent, comme je le montrerai : la copropriété d'usage de l'outil de travail, la subvention de l'investissement et le salaire à vie en s'appuyant sur les acquis anticapitalistes de la codification du travail qui avait démarré au tournant du xxe siècle, sous l'impulsion de la CGT et de la SFIO naissantes. Et leur dynamique ne s'arrête pas avec l'expulsion des ministres communistes en 1947 : les trois décennies suivantes connaîtront une consolidation substantielle des conquêtes de 1946. Pourquoi 1946 et non pas 1945 ? Pourquoi ces gros mots de *révolution* et de *communisme*? Je m'en expliquerai, bien sûr. Mais j'alerte tout de suite le lecteur : ce premier chapitre interroge la fable de «1945» et les gros mots sont nécessaires pour refaire vivre l'histoire populaire révolutionnaire qui nous a été volée.

Le second chapitre inscrit les initiatives d'Emmanuel Macron dans la « réforme » menée par la classe dirigeante depuis les années 1980. Il sort sa compréhension de l'impasse dans laquelle l'a mise l'invocation du néolibéralisme. Ce terme recouvre des interprétations différentes, mais leur dénominateur commun est l'absence de lutte de classes. Le capitalisme serait un « système » qui certes bouge pour se reproduire, d'où sa périodisation, mais ses déplacements relèveraient d'une cause interne : épuise- ment du fordisme, baisse du

taux de profit, caractère mortifère du fétichisme de la valeur, pour reprendre quelques-unes des explications avancées pour définir le néolibéralisme. Le postulat de la science sociale, fût-elle critique, est qu'il n'y a qu'une seule classe pour soi, c'est- à-dire consciente de ses intérêts et organisée pour les promouvoir : la bourgeoisie. Les travailleurs ne peuvent mener qu'un conflit de répartition: au mieux faire bouger le curseur à leur avantage dans la répartition de la «valeur», hypostasiée dans sa forme capitaliste de valeur d'échange. Dans cette perspective, la réforme ferait reculer les droits des travailleurs pour restaurer un partage de la «valeur» à l'avantage du capital. Je propose une tout autre interprétation: la réforme est une contre-révolution, qui vise à restaurer la pratique capitaliste du régime de propriété et du statut du producteur. Le second chapitre s'intéresse surtout au statut du producteur.

Contre le statut communiste du producteur qui s'est affirmé fortement jusque dans les années 1970 – autour de la généralisation du salaire à la qualification attaché à la personne –, la classe dirigeante a entrepris, depuis les années 1980, de remplacer ce dernier par deux piliers de ressources sans lien avec la qualification : un premier pilier dit « non contributif » universel, forfaitaire, fiscalisé, dont la forme la plus aboutie est le revenu universel, et un second pilier « contributif » adossé au marché des capitaux, qui réassigne les travailleurs à la performance marchande en « sécurisant leurs parcours » à coup de comptes individuels dont la forme la plus aboutie est le compte personnel d'activité (CPA). Sur cette base, elle tente aujourd'hui de faire revenir le travail à l'invisibilité qu'il subissait avant la conquête du code du travail en remplaçant ce dernier par le prétendu dialogue social.

Le dernier chapitre propose un chemin pour vaincre Macron. Le lecteur en devine d'emblée la boussole. La réponse offensive à une contre-révolution capitaliste ne peut être que la poursuite délibérée de la révolution communiste du travail: copropriété d'usage des entre- prises par les salariés et pour cela subvention de l'investissement et salaire à vie. Il faut poursuivre la socialisation salariale de la valeur en doublant le montant des cotisations actuelles pour les affecter à la généralisation du salaire à vie et à la subvention de l'investissement, afin de rendre effectifs les droits économiques à attribuer à chacun à sa majorité, car – et ce sera le point central du chapitre – les personnes doivent être titulaires de leur salaire et de leur outil de travail pour pouvoir réellement décider de la valeur économique.

Je ne sous-estime pas le changement de la culture militante qu'appelle un tel chemin communiste. Ou plutôt des deux cultures militantes qui s'opposent à la réforme. Celle de la gauche de gauche mène la riposte à la réforme en appelant les citoyens et les travailleurs à se mobiliser pour une bonne politique publique, pour un bon usage de l'argent par une bonne fiscalité, une bonne création monétaire et un bon crédit public, pour de bons pôles publics dans des secteurs d'activité décisifs. « Bon » signifie ici: permettant la mutation écologique de l'appareil productif, garantissant des droits d'intervention des travailleurs, assurant le partage du travail pour tous. L'autre culture militante, celle des alternatifs de l'ici et maintenant, se situe plutôt dans la dissidence avec le souci de démontrer qu'une production non capitaliste est possible malgré tout à l'échelon local, dans le souci du sens de ce qui est produit et de la façon dont il l'est. Ces militants sont défiants vis-à-vis des institutions de l'économie, qu'il s'agisse de la valeur, du travail, de la monnaie, et préconisent la décroissance en témoignant d'un mode de vie conforme à leurs convictions. Ces deux types de militance, qui souvent s'ignorent ou se méfient l'une de l'autre, sont de fait les deux pieds avec lesquels nous pouvons sortir du surplace de la défaite ou de la marginalité pour mettre en marche l'alternative communiste à la contre-révolution réformatrice. Mais cela ne sera possible que si les uns et les autres dépassent leur commune cécité sur le déjà-là communiste du travail: les premiers pour sortir d'une attente d'un salut venu de pouvoirs publics soutenus par une mobilisation militante et fonder leur riposte sur la poursuite de la conquête de droits économiques des travailleurs permettant leur souveraineté effective sur le travail, les seconds pour sortir de leur vision péjorative de l'économie, et travailler à l'affermissement d'institutions macrosociales du travail.

Vaincre Macron, faut-il le préciser, n'est pas séparable d'une victoire sur le Front national, ce joker que la classe dirigeante garde en main. Que cette classe en soit, aujourd'hui, à se découvrir au point de laisser tomber le masque de l'alternance entre le Parti socialiste et Les Républicains montre l'importance de l'obstacle qu'elle veut vaincre: le refus populaire de la façon dont elle organise la production. C'est au travail,

c'est dans l'entreprise, c'est sur le terrain de la production qu'elle va gagner ou perdre. Sa force tient dans le sentiment très répandu qu'il n'y a pas d'alternative à ce qu'elle impose en la matière à des travailleurs exaspérés mais résignés. Vaincre Macron repose donc sur la capacité de transformer un refus populaire désarmé en adhérant à une pratique de changement de la production, de la recherche, de l'entreprise et du travail qui les sortira de l'ornière capitaliste, parce qu'elle fera des travailleurs eux-mêmes les décideurs de ce qui est produit: où, comment, par qui, avec quel financement, avec quelle place pour nos activités dans la division internationale du travail. Il n'y a pas besoin d'aller chercher cette pratique dans l'utopie, il faut généraliser et radicaliser ce qui est déjà-là : la copropriété d'usage de l'outil de travail par les intéressés sans soumission à des propriétaires lucratifs ; le salaire à vie qui, en libérant les personnes des aléas d'une rémunération liée à l'emploi ou au bénéfice, leur permet de prendre des initiatives et d'intervenir efficacement dans les décisions économiques ; la subvention de l'investisse- ment ainsi débarrassé du chantage des prêteurs.

Retrouver la dynamique de ces institutions, mises en difficulté par la contre-révolution réformatrice, va nous faire renouer avec l'extension considérable du champ du travail qu'elles ont rendu possible en transformant en travailleurs productifs des fonctionnaires, des parents, des soignants, des retraités, des chômeurs : autant de catégories, notons-le, dont le travail productif laisse une empreinte écologique faible, ce qui montre que l'on peut étendre le champ du travail en harmonie avec le vivant, dès lors qu'on marginalise une production capitaliste indifférente jusqu'à la folie à la valeur d'usage de ce qui est produit. Il faut beaucoup plus de travail pour produire bio et c'est bien meilleur pour la poursuite de notre existence sur terre. Sortir le travail du carcan capitaliste est urgent pour la démocratie : le débat public sera pourri par la xénophobie tant que nous accepterons le mot d'ordre inadmissible du « partage du travail », qui suppose que le travail est en quantité limitée. Alors que si nous libérons la production de l'impasse productiviste capitaliste nous pourrons l'enrichir de l'apport de tous les travailleurs qui le désirent. Cet apport sera d'autant plus possible que les deux types de militances que j'ai évoquées auront comme souci commun de bénéficier de l'apport aigu de celles et ceux qui se vivent comme les indigènes de la République. Face à une bourgeoisie aujourd'hui rassemblée derrière Emmanuel Macron pour une contre-révolution à nouveau systématisée, seul trouvera le chemin de la victoire un salariat très ouvert qui se construira dans sa lutte pour poursuivre la révolution communiste de la production.



[1] Bernard Friot, *L'enjeu des retraites*, La Dispute, « Travail et salariat », 2010.

[2] Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*, La Dispute, « Travail et salariat », 2012.

[3] Bernard Friot, *Puissances du salariat*, nouvelle édition augmentée, La Dispute, « Travail et salariat », 2012 (première édition 1998),

[4] Bernard Friot, *Émanciper le travail. Entretiens avec Patrick Zech*, La Dispute, « Travail et salariat », 2014.

[5] Bernard Friot, *Vaincre Macron*, La Dispute, « Travail et salariat », 2017.

[6] Bernard Friot, *Vaincre Macron*, *op. cit.*, p. 37

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Amélie Jeammet, « *Vaincre Macron* : une invitation à repenser nos revendications », *Silomag*, n° 4, sept. 2017.
URL: https://silogora.org/vaincre-macron-une-invitation-a-repenser-nos-revendications